

Une ou un data scientist

Ref : 2024-1603046

Fonction publique

Fonction publique de l'État

Employeur

Cour des Comptes

Localisation

13 rue Cambon 75001 Paris

Domaine : Numérique

Date limite de candidature : 30/11/2024

Nature de l'emploi			Expérience souhaitée
Emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels			Non renseigné
Rémunération <small>(fourchette indicative pour les contractuels)</small>	Catégorie	Management	Télétravail possible
Non renseigné	Catégorie A (cadre)	Non	Oui

Vos missions en quelques mots

Le département Analyse et Sciences des Données intervient notamment dans les domaines suivants :

- la collecte des données et l'analyse de la faisabilité des traitements ;
- le traitement des données (préparation, redressement, échantillonnage, scrapping...);
- l'analyse statistique (statistiques descriptives, économétrie, machine learning...);
- l'audit des données et des méthodologies quantitatives employées par l'administration ;
- la visualisation (infographies, cartographies, mise en place d'applications interactives Shiny...);
- l'ouverture des données ;
- l'animation autour de l'utilisation des données (communauté numérique, hackathons, ...).

Missions

Sous l'autorité de la cheffe de département analyse et science des données, la ou le data scientist aura pour mission d'apporter une expertise technique et méthodologique aux équipes de contrôle et de réaliser

notamment les activités suivantes :

- Développer des requêtes, extraire des données, manipuler des données, pour faciliter leur exploitation par les équipes de contrôle des chambres thématiques ou juridictionnelles de la Cour à des fins d'analyse ;
- Réaliser des analyses statistiques et économétriques ;
- Renforcer sa connaissance du secteur public et notamment des finances publiques ;
- Utiliser des méthodes de data visualisation pour partager le résultat de ses analyses ;
- Développer des outils/applications pour les équipes de contrôle facilitant l'utilisation des données quantitatives et textuelles ;
- En cas d'appétence pour le sujet, proposer des cas d'usages de machine learning appliqués aux juridictions financières ;
- Apporter une expertise quantitative aux évaluations de politique publique effectuées par la Cour ou les chambres régionales et territoriales des comptes ;
- Assurer une veille et identifier les données pertinentes à acquérir et à traiter pour les travaux de la Cour des comptes ;
- Collaborer avec les organismes fournisseurs de données (INSEE, ministères,...) pour faciliter l'acquisition de ces données ;
- Assurer des animations autour de l'utilisation des données (organisation de hackathons, rassemblement de la communauté data de la Cour) ;
- Rendre compte de ses travaux sous forme d'annexes quantitatives et méthodologiques, pouvant être annexés aux rapports de la Cour.
- Possibilité de participer à des missions d'analyse des risques et d'audit de performances ou de terrain, voire d'audit financier, sur les entités et programmes qui relèvent de la responsabilité de la Cour dans le cadre de son mandat d'Audit Externe des Nations Unies (déplacements à prévoir).

Profil recherché

Connaissances techniques :

- Maîtrise des méthodes d'analyse des données, de statistiques et d'économétrie
- Maîtrise des outils statistiques suivants : R et/ou python, SAS...
- Maîtrise de méthodes de programmation informatique (Python...)
- Maîtrise d'outils de requêtage, d'excel (VBA), de SAP Business Object, d'appariement de données...
- Compétences appréciées : Machine learning, R Shiny, PostgreSQL, web scraping, engagement dans une activité associative.

Autres compétences :

- Expérience sectorielle significative dans le domaine de santé ;
- Connaissance du secteur public
- Capacité à communiquer avec différents types d'acteurs de très haut niveau

- Très bonne communication écrite et orale
- Forte capacité d'écoute, force de conviction et diplomatie
- Autonomie, sens des responsabilités et implication
- Rigueur, esprit d'analyse et de synthèse
- Capacité à travailler en équipe
- Sens du service public
- Des connaissances dans le domaine des finances publiques et de la comptabilité publique seraient un plus appréciable.

À propos de l'offre

Informations complémentaires

Le dossier de candidature devra comporter :

- Ø une lettre de motivation adressée à M le Directeur des Ressources Humaines,
- Ø un curriculum vitae,
- Ø les trois derniers comptes-rendus d'entretiens professionnels,
- Ø le dernier arrêté indiquant le grade et l'échelon,
- Ø les copies des 3 dernières fiches de paye et, le cas échéant, des fiches de paye mentionnant tout élément indemnitaire non mensualisé (complément indemnitaire, bonus...) ou une fiche de rémunération annuelle fournie par l'administration d'origine (portant mention du traitement indiciaire et du détail des primes et indemnités qui seraient perçues au moment du recrutement).

Il sera adressé par courriel à l'adresse suivante : recrutement@ccomptes.fr

Les candidat·e·s sélectionné·e·s pourront être invité·e·s à se présenter à la chambre en vue d'un entretien.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire sur le poste peut être obtenu auprès de :

Lauriane Martzel, cheffe de département analyse et science des données

Tel : 01 72 63 52 26

e-mail : lauriane.martzel@ccomptes.fr

Les renseignements complémentaires sur la procédure recrutement peuvent être obtenus auprès de :

Hélène BUHANNIC, Chargée de recrutement

Mél : helene.buhannic@ccomptes.fr

Tel : 01 42 98 98 66

Fondement juridique

Pour le (la) fonctionnaire d'Etat relevant du CIGeM (décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 et décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011), ou ingénieur SIC, l'intégration sera effective à la

date d'accueil dans les juridictions financières.

Le(La) fonctionnaire recruté(e) ne relevant pas du CIGeM sera placé(e) en position de détachement dans le corps des attachés d'administration de l'Etat ou ingénieur SIC pour une première période d'un an, renouvelable à l'issue.

Les contractuels sont recrutés par la voie d'un contrat à durée déterminée de 3 ans.

Sa rémunération sera prise en charge par la Cour des comptes. Le traitement indiciaire sera augmenté du montant du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Statut du poste

Vacant à partir du 01/12/2024

Métier de référence

Data Scientist

Qui sommes nous ?

La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

C'est le fondement de notre mission : s'assurer du bon emploi de l'argent public et informer les citoyens. Juridiction financière indépendante créée en 1807, la Cour des comptes est aussi une institution moderne, ouverte sur l'extérieur, qui ne cesse d'évoluer et de se transformer dans une logique d'efficacité et d'exemplarité.

La Cour des comptes a quatre missions principales : elle contrôle tous les organismes et institutions recevant de l'argent public, juge les comptes des comptables publics, certifie les comptes de l'État et du régime général de sécurité sociale, et évalue les politiques publiques. Chaque année, la Cour des comptes et ses sept chambres s'assurent de la bonne utilisation de l'argent public par les services de l'État, les établissements publics nationaux, les entreprises publiques, la sécurité sociale et par tout autre organisme en bénéficiant ou faisant appel à la générosité publique. Le contrôle est confié à un ou plusieurs « rapporteurs » assistés de « vérificateurs ».

Ces contrôles donnent lieu à des rapports qui peuvent être rendus publics. Ils consistent à apprécier de manière indépendante, objective et documentée, la régularité et la performance de la gestion d'une entité ou d'une activité. La Cour y présente les éventuels dysfonctionnements constatés et émet des recommandations pour en améliorer la gestion. Par déclinaison, les Chambres Régionales et Territoriales des Comptes sont compétentes dans le jugement des comptes des comptables publics, le contrôle des comptes et de la gestion, le contrôle des actes budgétaires, et l'évaluation des politiques publiques mises en œuvre localement.

La Cour des comptes et les Chambres Régionales et Territoriales des Comptes constituent les Juridictions Financières.

Elle est structurée en 7 départements permettant d'assurer la réalisation des missions qui lui

sont confiées.

Au sein de la DNUM, le département Analyse et Sciences des Données, composé de 12 data-scientists, ainsi que de la cheffe de département et d'un adjoint, accompagne les équipes de contrôle notamment en offrant une expertise en matière de traitement analytique, statistique et graphique des données. Il contribue à l'acculturation numérique des JF par des actions de sensibilisation et de formation.